PrÉsidence

de la Paris, le 5 janvier 2016

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Nouveau sondage SIG sur la déchéance de nationalité***

***Une adhésion qui se tasse légèrement – surtout du fait d’une intensité du soutien moins fort – sans être en voie de se retourner.***

1. **82% approuvent la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français**, soit **-3 points** depuis la semaine dernière, mais -6 points « *tout à fait favorables* »(cependant toujours très élevés à 57%).

**77% l’approuvent au PS** (80% la semaine dernière) ; **73% dans l’ensemble de la gauche** (stable, dont 49% de « *très favorable* ») ; **88% à droite** (les hésitations d’A. Juppé pourraient lui coûter) ; **94% au FN**.

1. **75% jugent que malgré les critiques de son camp, le Président a bien fait de maintenir la déchéance de nationalité dans son projet de réforme constitutionnelle** (-4 points). A gauche, 68% (-3 points), et **75% au PS** (-6 points), jugent qu’il a eu raison.
* *C’est une érosion visible mais qui reste très contenue à gauche au regard de la virulence du débat médiatique. Même les sympathisants Front de gauche ne sont qu’une moitié (51%) à juger que «*le Président aurait dû tenir compte des critiques exprimées par son propre camp et ne pas accentuer les divisions à gauche *». Les sympathisants de gauche réagissent comme s’ils jugeaient qu’éviter les risques de division ne concernait que le « système politique » et non eux-mêmes, et donc ne perçoivent pas un éventuel changement de position comme un geste en leur faveur.*

1. **Les Français jugent toujours très majoritairement que la déchéance de nationalité est une mesure symbolique mais pas efficace, et y restent pourtant favorables**:
* 65% (=) estiment que « *cela ne sera pas efficace mais il faut quand même l’appliquer car c’est une question de principe* » ;
* 13% (-4 points) jugent qu’elle « *sera efficace et qu’il faut l’appliquer* » ;
* et 16% (+4 points)  jugent qu’elle « *ne sera pas efficace et il ne faut pas l’appliquer*».

1. **Le débat sur « l’inégalité entre citoyens » a peu modifié l’opinion, y compris à gauche : les Français préfèrent toujours l’option actuelle, même si celle de la « déchéance pour tous » progresse**.

45% jugent ainsi que « *malgré la différence de traitement qui serait ainsi instaurée entre les binationaux et les autres, il faut quand même appliquer la déchéance de nationalité* » (-6 points) ; contre 15% qui pensent cette différence de traitement « *injuste* » et jugent « *qu’il faut renoncer à la déchéance de nationalité* » (+1 point) ; et 31% (+ 5 points) qui jugent que « *pour remédier à cette injustice il faut étendre la déchéance de nationalité à tous les Français* ».

* *A gauche, 25% pensent que cette inégalité de traitement devrait nous conduire à renoncer à la déchéance de nationalité (23% au PS), soit le même pourcentage que ceux qui se disent défavorables : centrer la question sur ce point ne fait pas bouger les jugements.*
* *L’option de la « déchéance pour tous » recueille nettement moins d’approbation à gauche (27%) qu’à droite (37%) - elle est en fait surtout réclamée au FN : 40%.*

*Il y a donc un* ***paradoxe à vouloir réconcilier la gauche, qui n’est pas vraiment divisée (au niveau des sympathisants), avec cette mesure, qui n’est pas particulièrement appelée (et est surtout portée par la droite)****.*

***Un début de lassitude du débat semble apparaître, qui pourrait être le principal risque.***

1. **La notoriété du projet de réforme constitutionnelle (dans son ensemble) est en net recul : -9 points.**
* *On peut y voir un effet d’éviction médiatique et de brouillage : le débat sur la déchéance de nationalité prend une telle place (et se complique entre indignité nationale, déchéance pour tous, etc.) qu’il écrase toutes les autres réponses.* ***Le risque étant que notre réponse sécuritaire ne finisse par être réduite à la seule déchéance de nationalité, ce qui ne correspond pas aux attentes des Français****.*
1. Dès lors et logiquement, le sentiment que le projet de réforme constitutionnelle va **« *dans le bon sens pour améliorer l’efficacité de la lutte contre le terrorisme* » s’affaiblit très significativement (moins 12 points),** même s’il reste à un bon niveau (58% - sans clivage gauche/droite).
* ***Le jugement sur notre réponse « d’efficacité » face au terrorisme est tiré vers le bas par un débat centré sur une mesure dont les Français savent bien qu’elle n’est en rien dissuasive****.*

1. Le sujet est pour le moment suivi mais il ne faudrait pas s’y attarder trop longtemps :

* 41% des Français estiment que les médias parlent « *trop* » de cette mesure, contre 18% « *pas assez* » (et 32% « *ce qu’il faut* ») : **ce n’est pas encore un ras-le-bol massif mais un début de lassitude**.
* *A noter que* ***la moitié - soit la proportion la plus élevée - des sympathisants PS estiment que les médias parlent « trop » de ce débat****: contempler l’étalement les divisions de leur famille politique ne plaît sans doute pas énormément aux sympathisants.*
* Une majorité estime que « *la déchéance de nationalité est une mesure qui mérite qu’on lui accorde autant d’importance* » (61%), mais **seuls** **27% sont « *tout à fait* » convaincus par l’importance donnée à ce débat**. C’est à la fois beaucoup pour un débat symbolique, mais peu comparé à d’autres enjeux (emploi, migration …).
* *S’il faut continuer à donner le sentiment de traiter ce sujet avec gravité et importance (i.e. ne pas le soumettre à des calculs politiques),* ***il ne semble pas faire partie des « priorités » qui justifieraient pour l’opinion d’accaparer l’attention du gouvernement pendant des semaines.***

* ***Le risque****, en prolongeant le débat ou en maintenant toutes les options ouvertes,* ***est triple****:*

*(i)****brouiller le débat et lasser les Français****, qui semblent déjà avoir de plus en plus de mal à comprendre ce que nous voulons faire tant les options évoquées sont diverses.*

 *A ce* ***titre*** *ils n’appellent pas particulièrement (en particulier à gauche) à rajouter à ce débat un autre sur l’apatridie, même au nom de l’égalité.*

*(ii)****donner le sentiment que notre réponse sécuritaire se réduit uniquement à cette mesure*** *certes plébiscitée mais symbolique* ***au détriment des actions plus « efficaces »****, ce qui pourrait avoir un effet-retour grave si quelque chose se passe dans les mois à venir ;*

*(iii)****donner l’impression que nous en oublions les autres sujets prioritaires*** *(comme l’emploi).*

 *Malgré l’approbation de la mesure, les Français pourraient nous juger sévèrement si l’espace médiatique continue à être saturé par ce débat jusqu’à début février. Il paraît important de* ***reparler rapidement du reste de notre réponse sécuritaire (nos autres mesures ont un potentiel d’adhésion au moins aussi fort que la déchéance) ; et de continuer à revenir sur les autres sujets (en particulier l’emploi)*** *qui restent nos points faibles.*

 Adrien ABECASSIS